

## Appel urgent de Al-Haq aux Procédureurs Spéciaux de l'ONU : Protégez les directeurs des droits humains, Mr. Shawan Jabarin et Mr. Khaled Quzmar menacés d'arrestation et d'emprisonnement

### Description

Aujourd'hui, Dimanche 21 août 2022, Al-Haq a envoyé un appel urgent demandant que la communauté internationale engage immédiatement une action ciblée et efficace de protection des directeurs généraux de Al-Haq, Mr. Shawan Jabarin et de DCI-Palestine, Mr. Khaled Quzmar, les organisations de la société civile palestinienne et les défenseurs des droits humains, qui sont actuellement confrontés à des menaces sur leur existence, qui comprennent des arrestations arbitraires et l'emprisonnement, des mascarades de procès sur la base de preuves secrètes, un risque sur les finances et les avoirs bancaires des organisations et la fermeture et l'empêchement du travail critique sur les droits humains sur le territoire palestinien occupé.

Le 18 août 2022, à environ 3h du matin, les Forces d'Occupation Israéliennes (IOF) sont entrées dans Ramallah ; elles ont visé et sont entrées de force dans les bureaux des six organisations de la société civile palestinienne désignées, Al-Haq, Addameer, le Centre Bisan de Recherche & Développement, Défense des Enfants International-Palestine (DCI-P), l'Union des Comités de Travailleurs Agricoles (UAWC) et l'Union des Comités de Femmes Palestiniennes (UPWC). Des biens et de l'information appartenant à trois des organisations ont été saisis et le bureau des Comités des Travailleurs de la Santé a aussi été attaqué. Les organisations avaient été désignées par Israël dans le cadre de sa loi antiterroriste de 2016 et sous ordre militaire du 3 novembre 2021, comme « terroristes » et « associations illégales ».

Jeudi dernier, le 18 août 2022, sur [une décision](#) de Benny Gantz, l'ordre militaire a pris pleinement effet dans les TPO, à la suite de quoi Yehuda Fox, le commandant militaire israélien, a conduit une incursion armée dans Ramallah pour fermer de force les six organisations, dans une tentative de supprimer le travail des défenseurs des droits humains, en violation grave du droit à la liberté d'expression et d'association.

Aujourd'hui, 21 août 2022, à 9h31 ce matin, les Forces d'Occupation Israéliennes ont convoqué le Directeur Général d'Al-Haq, Mr. Shawan Jabarin pour un interrogatoire à la base militaire d'Ofer, proche de Ramallah. L'appelant, qui se présente comme le Capitaine Fahed, a informé Mr. Jabarin qu'Israël et l'armée israélienne ont déclaré qu'Al-Haq est une entité illégale et une organisation terroriste qui a été fermée, déclarant qu'Israël ne permettra pas à l'organisation de rester ouverte ni de fonctionner. L'appelant a ensuite prétendu à tort qu'Al-Haq a des liens avec le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et que Mr. Jabarin en est membre.

Aujourd'hui à 14h25, Mr Khaled Quzmar, avocat et Directeur Général de Défense des Enfants International-Palestine (DCI-P) a été convoqué pour un interrogatoire à la base militaire d'Ofer par un agent du Shin Bet. À 15h20, un témoin a dit avoir vu Mr. Quzmar escorté dans les locaux du Shin Bet. Mr. Quzmar n'a pas été autorisé à être accompagné par un

conseiller juridique. Au moment où<sup>1</sup> cet appel urgent est écrit, il a été libéré.

Il faut noter qu'en novembre-décembre 2021, Al-Haq a adressé deux appels urgents aux Procureurs spéciaux de l'ONU, en appelant aux rapporteurs spéciaux de l'ONU à la protection des organisations et individus palestiniens de défense des droits humains. Le [premier appel urgent](#) du 16 novembre 2021 incitait à une intervention contre la campagne israélienne de surveillance de masse contre les défenseurs palestiniens des droits humains. Le [second appel urgent](#) du 21 novembre 2021 déposé par le Centre pour le droit des droits humains de SOAS au nom des six organisations désignées fournit une analyse juridique de la loi antiterroriste israélienne de 2016 qui conclut à son illégalité flagrante sur les droits humains internationaux et le droit humanitaire.

La situation est significativement détériorée et les équipes des six organisations désignées et du Comité des travailleurs de la santé sont en risque grave et immédiat d'arrestations arbitraires, de poursuites sur la base de preuves secrètes, de détention administrative et d'appropriation de leurs fonds et de leurs avoirs bancaires. De plus, le travail de défense des droits humains et humanitaire de ces organisations est gravement menacé par ces fermetures.

Voir l'appel urgent intégral et ses recommandations [ici](#)

Traduction SF pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al-Haq](#)

**date créée**  
2022/08/22